

Prochain gouvernement

Les attentes des Marocains du Canada

DNC à Montréal
Malika Alami

Loin de leur pays d'origine, les Marocains du Canada ne manquent pas pour autant de suivre ce qui s'y passe en ce moment sur le plan politique. Aujourd'hui alors que les tractations pour la composition du prochain gouvernement vont bon train, chacun y va de son commentaire sur les résultats des élections et sur les chantiers qui attendent les prochains décideurs publics. En ce qui concerne le scrutin, les compétences marocaines du Canada font une analyse pointue et ont visiblement une idée claire de la situation.

«Le scrutin du 7 octobre 2016 n'apporte presque rien de nouveau par rapport à la précédente législature. Au sortir des urnes se trouvent ainsi confirmées la majorité relative du PJD et la progression du PAM», souligne à ce sujet Abdelghani Dades, journaliste et éditeur du bimensuel montréalais Atlas.Mtl du groupe Atlas Média. Il met aussi en exergue «qu'il y a toujours dix ou douze partis politiques qui accèdent au Parlement et il en faudra quatre, cinq ou six pour constituer une majorité gouvernementale viable, du moins suffisante pour mener un mandat à son terme».

Une tendance observée à l'issue des dix dernières consultations législatives de l'histoire contemporaine



du Maroc et qui se vérifie de nouveau. «Ce n'est pas forcément une mauvaise chose; puisque de la sorte, le multipartisme choisi par le Maroc joue ainsi ses pleins effets et met le pays à l'abri des tentatives totalitaires qui pourraient apparaître ici ou là», renchérit l'éditeur d'Atlas.Mtl. Pour Abdelaadim El Hanchi, président du Forum des compétences canado-marocaines, les résultats des urnes montrent la bipolarité de la carte politique marocaine qui se confirme. «D'un côté la tendance des conservateurs à travers le PJD qui se maintient et d'un autre le vent de libéralisme à travers la progression

du PAM», souligne-t-il. Un fait saillant de ces dernières législatives rassure moins toutefois la diaspora marocaine du Canada. Et ce n'est autre que le taux de participation enregistré lors du scrutin. Demeuré bas, il indique que la population n'a pas vraiment confiance, non pas dans le processus démocratique, mais plutôt dans les formations politiques. C'est pour dire que la refonte de nombreux partis dans la course s'impose. Pour sa part Dr Fatiha Chandad, vice-doyenne aux études supérieures à la Faculté de médecine dentaire de l'Université Laval, indique que s'il y a lieu de se réjouir de la

Nombreux sont ceux qui soulignent l'intérêt de la mise en place d'un guichet unique pour la gestion de leurs doléances. En d'autres termes, les Marocains du monde souhaitent plus d'écoute et de concret. Et ce à travers une démarche inclusive et participative à même de trouver des solutions réelles aux problèmes que rencontre la diaspora.

Un nombre dérisoire des inscrits sur les listes électorales

Participation de manière directe et non par procuration aux élections législatives, beaucoup de Marocains du Canada n'en démordent pas. Et ce, même si le nombre des Marocains du monde inscrits sur les listes électorales est presque dérisoire. Mais pour un grand nombre d'entre eux, il est important qu'une logistique soit mise en place pour que le vote soit possible même à partir du pays d'accueil. Et ce de manière à ce que ce sentiment de mise à l'écart qu'expriment aujourd'hui certains d'entre eux ne soit plus ressenti, souligne Abdou Zirat, éditeur de M. Télé. Pour sa part, Ismail Harakat va jusqu'à dire que c'est non négociable eu égard au caractère inaliénable du droit en question. Il rappelle que d'autres pays mettent en place des

mesures pour permettre à leurs ressortissants de voter à partir de leur pays d'accueil. «Pourquoi pas nous?», s'interroge-t-il? Abdelaadim El Hanchi de son côté suggère un benchmarking à ce niveau pour trouver une solution à une meilleure participation des MRE à la vie politique de leur pays d'origine. Il reste au-delà de cela que le plus important c'est de participer d'une manière ou d'une autre à l'essor du Maroc. A l'étranger, chaque Marocain en est l'ambassadeur et a pour mission de véhiculer une bonne image de ses origines mais aussi de les promouvoir. Si tout le monde en convient, certains membres de la diaspora émettent également le souhait d'une refonte des dispositions relatives à la représentativité des MRE.

victoire de la démocratie, il est indispensable de renforcer la sensibilisation des nouvelles générations à la politique. Au delà de l'analyse du scrutin du 7 octobre, les Marocains du Canada ont une opinion claire sur les chantiers à entreprendre par le prochain gouvernement. Ce qui reste préoccupant pour tous c'est indéniablement la refonte du secteur de l'éducation et de l'enseignement. Mais pas seulement. Les Marocains du Canada montrent aussi du doigt les dysfonctionnements de la santé. Un secteur qu'ils souhaiteraient voir aussi s'améliorer dans leur pays d'origine. Que peut faire pour eux le prochain gouvernement pour facili-

ter leurs projets au Maroc? Nombreux sont ceux qui soulignent l'intérêt de la mise en place d'un guichet unique pour la gestion de leurs doléances. En d'autres termes, les Marocains du monde souhaitent plus d'écoute et de concret. Et ce à travers une démarche inclusive et participative à même de trouver des solutions réelles aux problèmes que rencontre la diaspora, souligne Ismail Harakat, directeur de la publication Espace MRE.

De son côté, Mohamed Boutchich, animateur de l'émission «Coin Maroc» sur les ondes de CKVL-FM, soulève le dossier des équivalences des diplômes. Une des préoccupations majeures pour beaucoup de jeunes qui veulent rentrer au pays. «On parle de fuite de cerveaux mais pour celui ou celle qui souhaite s'installer au Maroc ce n'est pas toujours simple dans certains domaines après des études et une expérience professionnelle au Canada», souligne Nafissa Abarbach, vice-présidente du Forum des compétences canado-marocaines. La jeune femme aborde dans ce contexte l'exemple des experts-comptables marocains du Canada qui souhaiteraient intégrer le domaine au Maroc. Mais il semble que beaucoup d'intéressés ne savent plus à quelle porte frapper pour cela. Et ce malgré moult demandes auprès des institutionnels marocains, soutient-elle. Ce qui fait dire à certains qu'il y a un décalage entre les discours et la réalité sur le terrain. Aussi pour tous, les attentes sont grandes, principalement en termes de mise en place de conditions réelles pour une pleine participation des Marocains du monde au développement du Maroc. Pour l'heure, force est de constater que malgré les grandes possibilités d'investir dans le pays d'origine, la forte demande en la matière ne rencontre pas toujours des conditions favorables de réalisations.